

Ainsi parmi les treize contributions, deux articles s'aventurent véritablement sur ce terrain d'une perspective de genre appliquée à la description ethnographique de la production sociale des identités sexuées par les objets : ceux d'Annabelle Vallard (p. 105) sur la jupe tubulaire au Laos et d'Elisabeth Anstett (p. 121) sur les uniformes scolaires de l'Union soviétique. Toutes deux situent en effet leurs analyses dans un dialogue avec les outils du genre, afin d'interroger plus précisément ce que l'objet sexué – par l'Etat, par la tradition, par un pouvoir intime s'exerçant sur les corps au travers des objets, bref dans une perspective biopolitique au sens de Foucault – fait aux personnes, en l'occurrence aux femmes, ou comment se construit concrètement le genre, par l'usage, la pratique réitérée, par le frottement de la jupe⁴ ou l'enserrement dans l'uniforme. Ces deux articles, en décrivant finement la socialisation par le tissu, la forme performant le fonds, s'inscrivent véritablement dans un dialogue avec un aspect fondamental du projet épistémologique des études de genre, celui d'éclairer concrètement les processus de fabrication, de naturalisation des identités sexuées mais aussi d'*empowerment*. En effet, plus novateur encore, ces deux contributions n'oublient pas les dimensions politiques et identitaires à l'œuvre dans ces interactions entre sujets et objets, et en particulier les stratégies de résistance des acteurs à la norme, par l'intermédiaire de l'outil même de leur soumission, le vêtement : c'est l'exemple des personnalisations d'uniformes à travers les accrocs, les reprises, les jupes légèrement raccourcies que nous décrit Elisabeth Anstett. On notera également une approche similaire, cette fois-ci socio-historique, d'Anne Zazzo à propos de l'élaboration corsetière puis industrielle du soutien-gorge. Ce dernier, au fil de ses divers changements de forme, évolutions techniques et esthétiques, se révèle comme coproducteur du corps féminin, « exo-corps amovible », « vêtement lisière qui pourrait constituer un exemple de la construction artificielle du genre dans son acception classique » (p. 139).

Enfin, autre contribution importante des études de genre à la compréhension des liens unissant culture matérielle et production sociale des identités sexuées et qui aurait du trouver sa place dans ce recueil : tenter de penser ce qui ne relève ni du masculin, ni du féminin, mais du *queer*, du transgenre ou encore de la subversion entre les sexes. On regrettera qu'aucune contribution ne s'y attèle mais cela pourra certainement faire l'objet d'un deuxième tome ! Si certains contributeurs comme Marie-Luce Gélard au sujet des objets liés aux rituels de mariage collectifs au Maroc ouvrant la deuxième partie « Féminin ? » ou B. Lecestre-Rollier, T. Benfoughal et F. Tamarozzi regroupées dans la section « Neutre ? » s'emploient à démontrer une hypothétique « unité du genre » ou même une « porosité des genres », on observera davantage dans ces exemples d'une part de classiques interactions de complémentarité ou d'alternance entre les sexes liées aux usages diversifiés des objets selon des contextes différenciés, et d'autre part des appropriations d'une sphère à l'autre certes, mais qui donnent lieu à des interprétations très « genrées » d'objets demeurant conçus comme appartenant à l'autre sexe. On

notera en particulier l'exemple développé par F. Tamarozzi, de la cuisine réinterprétée et devenue pour les hommes italiens territoire du « beau geste » afin de correspondre à leur répertoire d'expression virile (p. 238).

Ainsi ce collectif est remarquable à bien des égards et notamment parce qu'il propose enfin un ouvrage français entièrement dédié aux liens unissant identités sexuées et culture matérielle, contributions généralement dispersées au cœur d'ouvrages portant plus largement sur cette dernière. Toutefois, il aurait gagné à diversifier encore ses approches et à oser le dialogue avec les théories du genre en regard et complètement desquelles il prétend se situer, afin de véritablement interroger si les objets *ont* un genre et plus encore étudier ce que les objets, en tant qu'acteurs sociaux, *font* au genre.

Notes

- 1 Saladin d'Anglure Bernard, 1988 : « Penser le "féminin" chamannique ou le « tiers-sexe » des chamanes inuit », *Anthropologie et Sociétés*, 18 (2-3).
- 2 Verdier Yvonne, 1979 : *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*. Paris: Gallimard.
- 3 Judith Butler, dans son ouvrage phare *Gender Trouble* (1990), propose de considérer le genre comme résultant de la répétition de comportements et d'actes de langage ayant une valeur performative. Cf Butler Judith, 1990, *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, New York & London, Routledge.
- 4 « La jupe doit être pensée comme une épaisseur de l'intime qui entretient avec le corps féminin un contact réitéré et quotidien relevant d'un vécu », celui de la « coproduction des jupes et des femmes » p. 110.

Drope, Jeffrey, dir., *La lutte contre le tabagisme en Afrique. Peuples, politique et politiques*, Ottawa, Le Caire, Dakar, Montevideo, Nairobi, New Delhi, Singapour : Presses de l'Université Laval, 2011, 334 pages.

*Recenseur : Patrick Peretti-Watel
Sciences Economiques & Sociales de la Santé
et Traitement de l'Information Médicale,
Marseille, France*

Cet ouvrage présente les travaux réalisés dans douze pays africains (Burkina Faso, Cameroun, Erythrée, Ghana, Kenya, Malawi, République de Maurice, Nigéria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie) sous l'égide des Analyses situationnelles du tabagisme en Afrique (ASTA), initiative de santé publique financée par le Centre de recherche pour le développement international, organisme gouvernemental canadien. Il débute par plusieurs chapitres synthétiques qui présentent la démarche propre aux ASTA, puis les principaux outils de la lutte antitabac et les difficultés qu'ils rencontrent, suivis d'un descriptif pays par pays qui dresse le bilan des actions mises en œuvre et des résultats obtenus.

Des situations nationales contrastées

Ce bilan est d'autant plus instructif que les situations de ces douze pays sont très contrastées : les régimes politiques en place sont plus ou moins démocratiques, plus ou moins centralisés ; le niveau de richesse varie beaucoup (le produit national brut par habitant est quinze fois plus élevé en Afrique du sud et dans la République de Maurice qu'en Erythrée ou au Malawi), de même que le poids économique de la culture du tabac (qui occupe le premier rang des exportations au Burkina-Faso, au Malawi et en Zambie, alors que le Sénégal n'en produit pas du tout), et bien sûr la prévalence tabagique (un adulte sur trois fume au Sénégal, contre un sur vingt au Ghana).

Les résultats de la lutte antitabac dans ces pays sont également très contrastés : l'Afrique du Sud et la République de Maurice ont mis en place une panoplie très complète de mesures (taxation élevée des produits du tabac, interdictions de fumer dans les lieux publics fermés, interdiction de la publicité, avertissements sanitaires de grande taille sur les paquets de cigarettes...), souvent plus avancées que celles de beaucoup de pays développés, tandis que le Malawi est l'un des rares pays à ne pas avoir encore ratifié la convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Un enjeu majeur pour les populations...

Les enjeux de la lutte antitabac sur ce continent ne doivent pas être négligés, et cela pour tous les partis concernés. Pour les populations locales, d'abord : le coût humain et économique du tabagisme tel qu'il a pu être évalué dans les pays développés (première cause de mortalité prématurée dans ces pays, le tabagisme coûte cher : par exemple, en France, son coût social représenterait chaque année plus de 1 % du Produit Intérieur Brut) suggère qu'une forte prévalence tabagique peut devenir un obstacle à l'amélioration du niveau de vie et du bien-être de ces populations. De plus, beaucoup de ces pays produisent eux-mêmes du tabac. Or, cette culture a un coût environnemental non négligeable (appauvrissement des sols, désertification, feux de brousse, pollution due aux engrais et aux herbicides, déforestation due au séchage du tabac, en particulier en Tanzanie). Enfin, les producteurs locaux se trouvent dans une situation de forte dépendance vis-à-vis de l'industrie du tabac, parfois comparée à du « servage » par les auteurs. Par exemple, au Kenya, au Nigéria, en Tanzanie ou encore au Malawi, les fermiers doivent généralement s'endetter auprès de l'industrie du tabac qui leur fournit, souvent au prix fort, des intrants (engrais, pesticides, semences améliorées), puis achète leur production à un très bas prix qu'elle impose, en déduisant les sommes dues pour les intrants. Outre que ce système maintient les fermiers dans la pauvreté, les ouvriers agricoles employés sont souvent des femmes et de jeunes enfants, très mal payés et exposés à des maladies de peau, car ils manipulent les feuilles de tabac sans porter d'équipement de protection approprié. Il apparaît donc légitime de considérer que le transfert de compétences nord-sud en matière de lutte antitabac constitue une aide au développement.

...mais aussi pour l'industrie du tabac

L'enjeu est également de taille pour l'industrie du tabac : avec sa croissance démographique, sa population jeune, ses prévalences tabagiques encore faibles, surtout chez les femmes, l'Afrique constitue un énorme marché potentiel pour l'industrie du tabac, d'autant que celle-ci est confrontée dans les pays développés à une consommation déclinante et à des politiques antitabac de plus en plus étoffées. Cet ouvrage illustre d'ailleurs la formidable lutte que se livrent les activistes de la lutte antitabac et l'industrie du tabac. Cette lutte peut paraître déséquilibrée, au vu des moyens dont dispose cette industrie : vacances au bord de la mer offertes aux députés kenyans, petits cadeaux destinés aux agents chargés de veiller à l'application des interdictions de fumer dans les lieux publics en Zambie, pressions sur les gouvernants (en mettant en avant les pertes fiscales et les emplois perdus qui pourraient résulter d'une taxation accrue sur les cigarettes), sans oublier la responsabilité sociale des entreprises (qualifiée de « fléau » par les auteurs), qui permet aux industriels de promouvoir leur image par des dons de fournitures scolaires, des bourses universitaires, le financement de la reforestation, de la lutte contre le VIH/Sida (en Afrique du sud)... A l'heure où, dans les pays développés, cette industrie prétend ne pas cibler les jeunes, et se dit prête à s'investir dans la prévention du tabagisme auprès d'eux, le marketing très agressif qu'elle développe en Afrique en dit long sur ses motivations (dans les douze pays impliqués dans les ASTA, en moyenne un jeune sur cinq déclare posséder un objet portant le logo d'une marque de cigarettes).

Les armes des activistes : la science politique...

En face, les activistes de la lutte antitabac ne disposent pas des mêmes moyens, mais ils ont une arme : la science politique. Leur travail, coordonné par Jeffrey Drope, professeur de sciences politiques à Marquette University (Etats-Unis), repose sur les « analyses situationnelles ». L'idée est d'avoir une approche globale du problème et d'établir en particulier une cartographie politique de chaque pays. Dans chacun d'eux, il s'agit ainsi de déterminer le poids économique et politique de la culture du tabac et des industriels de la cigarette, mais aussi d'identifier tous les acteurs institutionnels, associatifs, médiatiques, religieux, susceptibles de représenter des alliés ou des obstacles dans la mise en place d'une politique de lutte contre le tabagisme. Les identifier, mais aussi découvrir leurs ressources, leurs objectifs, ainsi que les interactions qui se nouent entre eux. Cette cartographie implique aussi de porter une attention particulière au système politique et à la répartition des pouvoirs, au sein du pouvoir exécutif, entre pouvoirs exécutif et législatif, entre élus et fonctionnaires, ou encore entre les différents échelons, du national au local. A ce titre, cet ouvrage constitue aussi une exploration passionnante des arcanes de la politique africaine. Cette cartographie politique permet ensuite de déterminer quels acteurs doivent être sensibilisés en priorité, et avec quels arguments. Ainsi, dans des pays souvent caractérisés par un régime présidentiel fort, il

importe d'abord de savoir quelle est la position du président sur la lutte antitabac. De même, les activistes multiplient les « visites de politesse » aux ministres, députés ou hauts fonctionnaires qu'ils ont identifiés comme des acteurs-clefs pour la lutte antitabac, avec des argumentaires taillés sur mesure (par exemple, pour convaincre le ministre de l'économie de taxer davantage les produits du tabac, il faut lui montrer que cela ne diminue pas les recettes fiscales), ou une aide apportée à la rédaction des textes de loi. Ils organisent aussi des ateliers de sensibilisation pour les journalistes, ou encore, une fois mise en place une réglementation, pour les agents chargés de son application sur le terrain. Sous cet angle, cet ouvrage collectif constitue un matériau empirique de première main pour comprendre en quoi consiste le quotidien des lobbyistes. Et au-delà, il peut nourrir une réflexion plus générale sur les conditions politiques, économiques et sociales du changement politique en Afrique.

Une aide au développement réussie.

Au final, sans préjuger des résultats futurs de la lutte antitabac dans ces pays, le transfert de compétences Nord-Sud semble réussi. D'une part parce que les analyses situationnelles, en s'attachant à une compréhension systématique et rigoureuse des contextes sociopolitiques locaux, évitent le piège d'une approche qui aurait plaqué au Sud les recettes éprouvées au Nord : ce n'était pas gagné d'avance, car le discours ambiant sur la « pandémie tabagique » repose sur un modèle de diffusion monolithique du tabagisme, censé se diffuser de la même façon partout. D'autre part, parce que cet ouvrage lui-même témoigne de la structuration en cours d'une communauté de chercheurs et d'activistes à l'échelle du continent, qui partagent et échangent leurs expériences, aboutissant ainsi à un transfert de compétences Sud-Sud.

Katchelewa, Shimbi Kamba, dir., *L'humanitaire, Un univers à réhabiliter*, Québec: Presses de l'Université Laval, 2011, 180 pages.

*Recenseur : Antoine Trussart
Université de Montréal*

Cet ouvrage collectif est dirigé par Shimbi Kamba Katchelewa, docteur en philosophie et chercheur sénior de la *Chaire Unesco d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique*. Il traite du sujet de l'humanitaire selon un point de vue d'abord philosophique, en touchant à la science politique par moments. Le livre est divisé en trois sections, en plus d'une courte introduction du directeur et d'une postface signée par l'anthropologue Martin Hébert. Les textes ici réunis visent à réhabiliter le monde de l'humanitaire par un « retour aux attitudes et aux vertus supérieures, qui ont assuré le progrès de l'humanité, permis à l'humain de triompher, tant que faire se peut, de son environnement hostile » (p. 3).

La première section, regroupant quatre textes, porte le titre de *Devoir d'assistance : le rôle des législations et des pouvoirs en question*. Ces textes sont assez hétéroclites par leur forme – d'essai à démonstration philosophique à analyse plus sociologique – mais on y parle de la philosophie qui sous-tend l'action humanitaire occidentale. D'abord, Jean Kinyongo dresse un portrait du langage humanitaire et des questions qu'il soulève. Les textes d'Ernest-Marie Mbonda et de Shimbi Kamba Katchelewa tentent d'accorder les philosophies d'Emmanuel Kant et de John Stuart Mill respectivement avec la logique qui pousse l'Occident à intervenir. Stéphane Douailier réussit quant à lui à tisser une analyse subtile de l'action humanitaire, alliant l'analyse philosophique en amont et sociologique en aval de l'intervention.

La deuxième section, *Intervention et réalités de terrain*, comporte trois textes. Marion Harroff-Travel discute du rôle du Comité International de la Croix-Rouge, dont elle est une conseillère politique, et des différentes tactiques utilisées par celui-ci pour acheminer de l'aide efficacement sur le terrain. Normand Beudet et Shimbi Kamba Katchelewa constatent ensuite les vertus de la société civile comme force de prévention des conflits. Enfin, Ryoa Chung s'attaque à la même problématique que Ernest-Marie Mbonda, à savoir si l'aide humanitaire relève d'abord de la justice ou de la charité à travers une lecture kantienne.

La dernière section traite des *Cadres africains d'intervention* et regroupe les trois derniers textes. Jean-Claude Tcheuwa tente un survol global du monde de l'humanitaire, de ses fondements juridiques et moraux jusqu'à ses acteurs principaux et ses buts, avoués ou inavoués. Mutunda Mwembo résume la situation de l'intervention dans la région des pays des Grands-Lacs à l'aide d'un historique minutieux de la crise qui a frappé – et frappe toujours – la République Démocratique du Congo. Il souligne à grands traits l'hypocrisie occidentale à travers son analyse du conflit. Finalement, Michel Kouam brosse un portrait de différentes traditions africaines de solidarité et tente de les mettre en lien avec l'intervention humanitaire.

La postface, quant à elle, offre une relecture brillante des thèmes abordés précédemment, permettant au livre de prétendre enfin à une certaine cohérence de propos. Je suggérerais au lecteur de commencer sa lecture de l'ouvrage par le texte de l'anthropologue. Hébert y reprend les travaux de Mauss sur le don pour les adapter avec succès à la question de la relation entre pays pourvoyeurs et receveurs d'aide internationale à travers un détour réussi par la question de la souveraineté. Il parvient par le fait même à sortir la réflexion d'une pensée ancrée dans un rationalisme issu des Lumières, présent dans plusieurs textes. Dans son analyse s'intègrent donc la pensée de Mauss, la géopolitique, l'expérience de terrain et un désir d'auto analyse et de réflexivité du chercheur pour former ce qui m'apparaît comme étant une position adéquate à partir de laquelle entreprendre l'étude du monde de l'humanitaire.